



Jne conjoncture discordante, à l'image du climat politique $\Im \Im$

L'ESSENTIEL

lors que les discussions et tractations parlementaires se poursuivent, que les tentatives pour arracher un hypothétique consensus politique se multiplient, alors que les délais pour ficeler des compromis sur les dépenses et recettes du futur budget de l'Etat se resserrent, le monde économique reste suspendu au contenu et au vote de la future Loi de Finances 2026. Les indicateurs conjoncturels, de leur côté, naviguent entre attentisme et redressement. Le marché constructif dans le segment résidentiel et non résidentiel continue plutôt de remonter la pente tandis que les chantiers de travaux publics, pour leur part, subissent un freinage sensible en lien avec les perspectives de restrictions budgétaires et les échéances électorales de mars 2026. Les matériaux de construction, quant à eux, sortent très graduellement de leur léthargie sans pour autant décrire un franc mouvement de reprise. Pour les granulats et le BPE, comme pour bon nombre d'autres matériaux de la filière minérale, la tendance de l'activité de ces douze derniers mois demeure négative en dépit d'un léger frémissement au cours des derniers mois de l'été.

CHIFFRES CLÉS



L'ACTIVITÉ S'EST REDRESSÉE:

4% pour le bpe.

FOCUS

SEPTEMBRE MAINTIENT LA TENDANCE

Après deux hausses consécutives en juillet et août, le mois de septembre apparaît plus nuancé tout en confirmant la tendance au redressement des matériaux. En effet, selon les premiers résultats mensuels, la production de granulats n'aurait que peu progressé par rapport à août (+0,4%, données CVS-CJO) se situant - 1,4 % en dessous de son niveau de l'an passé. Au troisième trimestre, l'activité affiche ainsi une légère hausse au regard du trimestre précédent (+0,8%) laissant les volumes produits 2,1% en decà de ceux d'il y a un an. En cumul de janvier à septembre. l'activité des granulats est quasi-stable en glissement annuel (-0,2%) tout comme son cumul sur les douze derniers mois (+0,1%). Côté BPE, après deux mois de hausse, les livraisons ont reculé entre août et septembre (-4,1 %, données CVS-CJO) mais le repli en rythme annuel se modère. Il atteint -2,2% en septembre 2025 contre -11,9% un an plus tôt. Au troisième trimestre 2025, la production de BPE a gagné +1,4% par rapport au trimestre précédent mais cède encore 3,3 % sur un an. En recul de 4,6 % en cumul sur douze mois glissants, la contraction des livraisons de BPE revient à -3.7 % sur les neuf mois de 2025. La tendance baissière de l'activité BPE se tempère donc au fil des mois mais pas assez pour « sauver » l'année. En août, l'indicateur matériaux (83,8) s'est quasiment stabilisé à son niveau de juillet, point le plus haut de l'année 2025 (-0,1 %, données

CVS-CJO), mais il reste inférieur de 0,9 % à l'indice d'août 2024. Cependant, en glissement trimestriel, l'index progresse de 1 % mais reste en retrait de -1% sur un an. Comme pour les granulats et le BPE, le trend baissier s'atténue : en cumul sur les huit premiers mois de l'année, le recul atteint - 1,3 %, un rythme moins négatif que sur douze mois glissants (-2 %). Le redressement est d'ailleurs beaucoup plus marqué pour certains matériaux qui composent le panier de l'indice, comme les tuiles et briques ou la pierre taillée qui ont renoué avec des évolutions positives.

BATIMENT: DES SIGNAUX ENCORE POSITIFS

Dans la dernière enquête mensuelle de l'INSEE menée auprès des professionnels du bâtiment, le climat des affaires se replie en octobre. Mais l'analyse par segments d'activité suggère que le solde d'opinions relatif à la construction de logements rebondit, après deux mois de baisse, à la différence de celui de l'entretien-amélioration qui se contracte. Les perspectives d'activité dans le résidentiel sont mieux orientées bien que le niveau des carnets de commandes dans le gros œuvre évolue peu (8,8 mois). Les derniers chiffres de la construction demeurent encourageants. Du côté du logement, les mises en chantier ont reculé de 8,9% entre août et septembre (données CVS-CJO) mais la dynamique du troisième trimestre reste ferme (+15,1% comparé au trimestre précédent et +19,6% sur un an). Avec 272 200 unités

Indicateur d'activité des matériaux de construction

(Données CVS-CJO)

		INDICE MOIS*	VARIATION EN %, EN GLISSEMENT ANNUEL					
	Poids	Août 2025	2024	T1 2025	T2 2025	2025 ^(p)	2025 ^(p)	
						cumul 8 mois	cumul 12 mois	
GRANULATS	24 %	87,5	-3,0	1,0	-2,0	-0,6	- 0,2	
BPE	29 %	73,9	-10,0	-4,7	-4,9	-4,7	-5,5	
TUILES ET BRIQUES	7 %	64,0	-18,3	8,9	10,6	8,8	3,4	
PRODUITS EN BÉTON	19 %	78,4	-6,9	1,5	- 0,7	- 0,4	- 0,7	
PIERRE DE CONSTRUCTION	1 %	90,3	-4,5	-3,0	-3,1	-2,0	-2,4	
TAILLE ET FACONNAGE DE PIERRES	3 %	94,3	-1,9	-0,9	4,0	2,2	0,9	
CIMENT	13 %	77,6	-10,9	-5,9	-3,9	-4,2	- 5,6	
MORTIERS	5 %	94,7	-3,8	-5,5	-3,0	-2,4	- 2,6	
INDICATEUR MATÉRIAUX	100 %	83,8	-6,8	-1,1	-1,8	-1,3	-2,0	

* Base 100 = janvier 2021 - données CVS-CJO - (p) provisoire

Nota: L'indicateur matériaux mesure l'activité en volume d'un panier de matériaux (granulats, BPE, produits en béton, ciment, tuiles & briques, pierre de construction et façonnage de pierres, mortiers). L'indicateur est construit sur la base des indices mensuels de chiffre d'affaires de l'INSEE, déflaté de l'IPPI (Indice des Prix de Production et d'Importation) et pondéré par le poids respectif dans le chiffre d'affaires total des produits.

(Données CVS-CJO)

Source : UNICEM, enquête mensuelle (*données provisoires)

Production de granulats et de béton prêt à l'emploi

	JUILLET		AOÛT		SEPTEMBRE *		3 DERNIERS MOIS		CUMUL JANV SEPT. 2025	CUMUL 12 DERNIERS MOIS
% de variation	m/m-1	2025/24	m/m-1	2025/24	m/m-1	2025/24	t/(t-1)	t/(t-4)	2025/24	a/(année -1)
		V		V						V
GRANULATS	+0,1	-2,7	+1,0	- 2,3	+0,4	-1,4	+0,8	-2,1	-0,2	+0,1
BPE	+ 2,7	-4,7	+3,6	-3,1	-4,1	- 2,2	+1,4	-3,3	-3,7	-4,6

commencées sur douze mois à fin septembre (dont plus de 36 % sont des maisons), la tendance sur un an reste haussière (+4%). Elle masque toutefois un écart entre l'individuel dont les mises en chantier reculent encore un peu (-0,8%) et le collectif en progression (+7,6%). Ce contraste devrait peu à peu disparaître compte tenu de la hausse des permis qui se poursuit dans l'individuel: les autorisations des trois derniers mois grimpent encore de +21,4% sur un an et de +4,5% sur le trimestre (CVS-CJO), un rythme qui se modère certes un peu. Sur un an, on recense 130000 permis soit 7,7 % de plus que les douze mois précédents. Dans le collectif, bien qu'en léger repli entre le deuxième et le troisième trimestre (-3,2%), les autorisations surplombent de plus de 29% celles d'il y a un an. Ainsi, 242 700 permis ont été déposés en cumul sur douze mois à fin septembre, soit près de 11 % de plus en un an. Dans le segment non résidentiel, les surfaces commencées se redressent de 13,8 % sur un an au troisième trimestre mais restent sur une tendance négative de -1,7 % en cumul sur douze mois glissants à fin septembre (20,521 millions de m²). Au cours de ce trimestre, les segments du commerce, de l'agriculture ou encore des bureaux et des services publics se sont montrés les plus vigoureux. Côté permis, les surfaces ont progressé de 3,5 % sur un an au cours du trimestre et de +3,1 % en cumul sur douze mois glissants. C'est encore dans les segments du commerce, de l'agriculture et des services publics que la hausse (à deux chiffres) est la plus marquée. Pour autant, toutes ces évolutions, prometteuses et parfois vigoureuses, s'appuient sur des niveaux d'activité initialement faibles. En effet, tombé très bas, le marché immobilier se relève très graduellement de la crise. Et les décalages de temporalité tout comme les délais de réalisation peuvent expliquer que les effets tardent encore à se traduire dans l'activité des matériaux. Le réveil de la maison individuelle se confirme pourtant : dans un contexte où les conditions de crédit restent attractives et la remontée des taux de prêt maitrisée (3,14% en octobre contre 3,08% en moyenne sur les sept mois précédents*) les

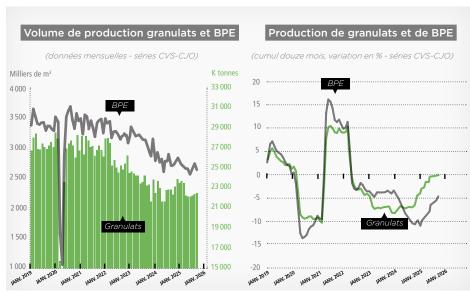
ventes des constructeurs accélèrent encore en septembre et progressent de près de 34% en niveau annuel glissant selon Markemétron. Mais le marché n'en reste pas moins inférieur de 50 % à sa moyenne de long terme! Les promoteurs immobiliers, interrogés par l'INSEE en octobre, sont un peu moins pessimistes sur la demande de logements neufs et les mises en chantier futures, notamment pour les logements destinés à l'habitat locatif social. Le solde d'opinion sur leurs perspectives d'activité marque un rebond mais demeure sous la moyenne de long terme. Les chiffres de la commercialisation des logements neufs du troisième trimestre publiés par le ministère (SDES) restent quant à eux très hésitants. Certes, le nombre de logements vendus en bloc a sensiblement progressé (+12,4% sur le trimestre et +16.3 % sur un an. CVS-CIO pour un total de 15 180 réservations), notamment chez les bailleurs sociaux (83 % du total). Mais les ventes aux particuliers patinent, enregistrant +0,4% par rapport au deuxième trimestre (16240 unités) et -9,5 % sur un an. L'offre des promoteurs continue pourtant de se redresser (+5,9 % et +41,9% respectivement) tandis que les annulations des réservations par les acquéreurs reculent sensiblement (-21% sur un an). L'effondrement des ventes aux particuliers

investisseurs depuis la fin du Pinel (-55,3 % sur un an au troisième trimestre selon la FPI) pèse encore sur la capacité de redressement du secteur

TP: L'ACTIVITÉ PLAFONNE

Selon les dernières enquêtes de la FNTP, même si l'activité a été quasi-stable en septembre (-0,8 % sur un mois et -0,6% sur un an, données CVS-CIO) elle a amorcé un repli au troisième trimestre (-2,6% en glissement annuel). Cette inflexion semble marquer le début d'un fléchissement plus durable, les entreprises se montrant moins optimistes pour les trois prochains mois en dépit de carnets de commandes jugés moins dégarnis en octobre qu'en juillet, notamment chez la clientèle privée. Le degré d'incertitude économigue s'accentue et la part des entreprises confrontées à des contraintes de demande (50% contre 37% en juillet) franchit un point haut inconnu depuis 2016... un score sans doute lié au manque de lisibilité politique et budgétaire qui, avec l'approche des élections, dissuade les collectivités d'investir... ■

*Source : Observatoire du Crédit Logement - prêts à taux fixe du secteur concurrentiel



CONTACT

